



GRANDCHÊNOIS  
LELYCÉE

USLU Tanya



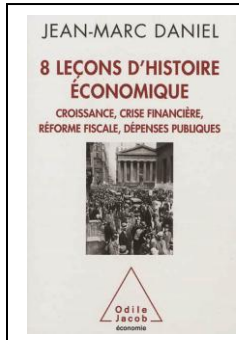
DCG1



GRANDCHÊNOIS  
LELYCÉE

SANER Sarah

## Jean Marc Daniel : 8 leçons d'histoire économique.



De la dette à la monnaie en passant par le protectionnisme, la fiscalité ou la banqueroute, l'auteur, professeur d'économie à ESCP-Europe, se fait historien en revenant à l'origine de notions et de courants de la pensée économique, pour mieux éclairer l'actualité. Le ton est tout sauf professoral. Quoique soucieux de montrer que l'économie est une science, il recourt à très peu d'équations. On entame avec plaisir la lecture avant que les allers-retours permanents entre le passé plus ou moins lointain et l'actualité ne finissent par donner un peu le tournis et interroger sur la finalité de cette entreprise. Même s'il évoque la mondialisation actuelle, l'auteur fait fi des différences de contexte.

Il n'hésite pas à convoquer philosophes ou pionniers de la théorie économique pour dénoncer l'endettement actuel des États contemporains, en semblant oublier qu'ils n'ont plus guère à voir avec ceux dont parlaient physiocrates ou mercantilistes. Ces leçons s'adressent à l'évidence aux communs des mortels, pas aux économistes, pour lesquels l'auteur prend fait et cause en considérant qu'ils ont été souvent mal compris. Bref, un livre qui masque une partialité sous des vertus pédagogiques.

### L'auteur

Après son diplôme de l'École polytechnique et de l'ENSAE, il rejoint l'administration comme administrateur de l'INSEE. Il a alterné des fonctions dans l'administration active (direction régionale de l'INSEE à Lyon, direction du Budget, régime de Sécurité sociale des mineurs, Ministère des Affaires Étrangères), dans les cabinets ministériels (au Ministère de la Culture et au Ministère des Affaires Étrangères) et dans des fonctions d'économiste et d'enseignant (chargé d'étude à l'OFCE, cours donnés à ESCP Europe, à l'École des Mines, à Paris X et à l'ENSAE). A l'heure actuelle, outre ses cours à ESCP Europe, il est responsable de l'enseignement d'économie aux élèves - ingénieurs du Corps des mines. Il est également chroniqueur au journal Le Monde - sur l'histoire des idées économiques - et directeur de la revue Sociétal. Il est en outre membre du conseil d'administration de la Société d'Économie Politique. Il travaille essentiellement sur la politique économique, dans ses dimensions théoriques et dans ses dimensions historiques.

### Table des matières

#### Introduction

**LEÇON 1 : Au commencement était la banqueroute**

**LEÇON 2 : Le fisc est plein d'imagination**

**LEÇON 3 : Dépenser pour les pauvres**

**LEÇON 4 : Il faut retrouver la croissance**

**LEÇON 5 : Une monnaie solide**

**LEÇON 6 : Sauver la banque, pas les banquiers**

**LEÇON 7 : Les ambiguïtés du protectionnisme**

**LEÇON 8 : En finir avec les guerres de monnaie**

**Conclusion**

## Synthèse

### Leçon 1 : « Au commencement était la banqueroute »

Dans l'histoire, les États impécunieux ont eu tendance à ruiner leurs créanciers sans trop de vergogne. Ils pouvaient le faire car non seulement les souverains avaient des coutumes brutales et un pouvoir qu'ils considéraient comme sans limites, mais aussi parce que, les banquiers finançaient au travers des États des projets entrepreneuriaux, en l'occurrence des projets de conquête suivie d'une mise en coupe réglée du vaincu.

Avec le temps, il est devenu évident que les États étaient dans l'incapacité de se procurer les recettes dont ils avaient besoin par la simple conquête. Ils avaient deux solutions : soit de compter sur leur peuple pour leur fournir des ressources (impôts) qui nécessitent la croissance soit de faire banqueroute.

### Leçon 2 : le fisc est plein d'imagination

Dans ce chapitre l'auteur explique qu'il faut éviter la banqueroute afin d'éviter la dette et pour cela l'état doit équilibrer ses comptes en percevant des impôts. Il va alors traiter de la manière d'instaurer les impôts dans une société moderne. Il explique que la fiscalité est souvent pensée dans sa composante punitive mais il faut aussi la voir comme un facteur de justice sociale. En effet, la fiscalité française est analysée comme un moyen de réduire les inégalités. Selon Musgrave, la fiscalité a 3 missions : une mission de fonction d'allocation (gestion des externalités), une mission de fonction de redistribution (réduire les inégalités), une mission de fonction de stabilisation (croissance économique équilibrée, plein-emploi sans inflation, sans déficit extérieur). Seulement dans chaque réforme fiscale il y a des gagnants et des perdants, mais une partie de la population ne doit pas être sous la menace permanente de la prédation des fruits de son travail, c'est pour cela qu'il faut une fiscalité légère.

### Leçon 3 : Dépenser pour les pauvres

Depuis la Révolution française, l'État est devenu le grand bénéficiaire de la croissance. La richesse augmente, mais les dépenses publiques encore plus, si bien que leur poids dans le PIB est croissant. Wagner l'avait prévu, mais il est évident qu'il y a une limite à cette évolution. Au-delà de 40% de dépenses publiques, avait déclaré au début des années 1970 Valéry Giscard d'Estaing, on change de société pour quitter la démocratie libérale et créer une société socialiste. Si bien des pays qui se définissent comme des économies de marché ont dépassé ce seuil, il n'en reste pas moins que, partout, des interrogations sur la dépense publique se font jour. Dans un premier temps pour limiter les récriminations, on a déconnecté dépenses et prélèvement fiscal. Mais l'astuce là encore a ses limites. Aujourd'hui en France, la fiscalité est suffisamment lourde pour qu'on cherche à la fuir, notamment à l'étranger, sans se sentir particulièrement coupable. La charge de la dette est le deuxième budget de l'Etat (le premier étant l'éducation nationale). Les dépenses représentent 56% du PIB. Les héritiers de Wagner constatent que, l'Etat s'est mis en tête de gérer les oisifs et de leur donner un statut et un accès à la richesse. Mais, n'est-il pas temps de réduire le nombre d'oisifs et d'augmenter à nouveau la part des actifs dans la population ? Cela n'est pas facile à réaliser car certains oisifs ont une certaine légitimité à l'être, comme les personnes âgées. Pour d'autres, des questions se posent sur les raisons pour lesquelles la puissance publique les paie. Il existe des rentes publiques, c'est-à-dire des revenus perçus par les personnes qui ne fournissent pas un travail ou un service équivalent. Ils affirment haut et fort leur mission de service public, ils soulignent le rôle social de l'Etat et de ses dépenses. Ils parlent de Welfare pour mieux résister à ceux qui annoncent le nécessaire retour du Workfart.....

#### **Leçon 4 : Il faut retrouver la croissance**

Jean Marc Daniel montre que la croissance est un des objectifs principaux d'une politique économique. De plus, on apprend qu'elle est indispensable car elle réduit les inégalités. Pour l'expliquer, il va exposer les théories de Kuznets, Schumpeter et Kondratieff. Il va également traiter de l'importance du progrès technique ainsi que de la concurrence comme moteur de la croissance. Depuis toujours, l'exode rural et le progrès technique ont amélioré la vie des hommes. Malthus affirmait que la Terre ne pourrait pas nourrir plus de 700 millions d'êtres humains et pourtant nous sommes 7 milliards et nous vivons mieux qu'à l'époque de Malthus, et cela grâce à la croissance. En effet la croissance favorise les pauvres et réduit les inégalités. Il faut retrouver la croissance ! La croissance baisse tendanciellement depuis les années 70 car l'énergie tel que le pétrole est de plus en plus chère, ce n'est pas dans ce domaine qu'il faut attendre une dynamisation. L'outil ultime serait alors la concurrence. Rueff et Attali l'ont dit et répété en vain...pour l'instant.

#### **Leçon 5 : une monnaie solide**

Phénomène géologique, disait Ricardo en parlant de l'inflation. Phénomène pathologique, dirions-nous. Introduite brutalement dans la vie des peuples par les guerres du 20ème siècle, elle a été théorisée et vécue par certains comme une aubaine. L'inflation euthanasie les rentiers, efface les dettes, pousse à l'action. Seulement voilà, elle peut échapper au contrôle de ceux qui la déchainent. Fischer l'a dit : elle est un vol ; certains parlent de l'impôt d'inflation. Karl Otto Pöhl, qui fut à la tête de la Bundesbank entre 1980 et 1991, est supposé avoir lancé la métaphore du dentifrice : l'inflation est comme le dentifrice, il est facile de la faire sortir du tube, très difficile de l'y remettre.

Les économistes de l'école dite de la nouvelle macroéconomie classique qui ont le vent en poupe aux Etats-Unis affirment que l'inflation d'aujourd'hui, c'est le chômage de demain. En laissant filer l'inflation dans les années 1970 pour essayer de contenir la hausse du chômage, les pays occidentaux ont créé le chômage des années 1980.

Le 20ème siècle a ignoré l'inflation, peut-être parce qu'elle lui rappelait trop les assignats français et les délures de la Terreur. Le 20ème siècle avait fait des dettes et de l'inflation à cause des guerres. Il laisse au 21ème siècle des dettes et une envie d'inflation en pleine paix. A moins qu'à Washington, capitale de l'empire, on ne retrouve des envies d'être Constantin et de créer un nouveau solidus.

#### **Leçon 6 : Sauver la banque, pas les banquiers**

Dans cette leçon, Jean Marc Daniel expose les différentes crises qui ont frappé le monde tout au long de l'histoire.

Il s'interroge, est-ce que les banquiers sont stupides ? On leur reproche d'avoir prêté sous formes de Subprimes à des personnes insolvables ou à des États comme la Grèce. Mais en bridant les banques, on bride le crédit et donc la croissance.

La croissance économique suppose que les banques prêtent à des entrepreneurs qui prennent des risques sur la base d'une analyse économique de l'avenir et de leurs débouchés. Les entrepreneurs assurent le risque au travers de leurs apports en fonds propres.

Pour la population, le problème n'est pas la morale du banquier mais celui du destin des dépôts. Selon Daniel il nous faut un nouveau Carter Glass.

#### **Leçon 7 : les ambiguïtés du protectionnisme**

Le 2 juillet 2008, les membres de l'OMC réunis à Genève ne réussissent pas à se mettre d'accord sur une conclusion positive du cycle de Doha. Ce cycle de négociation commerciale entamé en 2001, devait être bouclé en 3 ans. En 2006, Lamy, le directeur de l'OMC, évoque pour la 1ère fois, un

échec. Tout le monde s'est montré déçu, si bien qu'en novembre 2008 ; au G20 de Washington, l'unanimité s'est faite pour dire qu'il fallait reprendre les négociations. De plus, les participants ont pris l'engagement d'écarter tout protectionnisme. Mais 6 mois après, à Londres, ils avaient sur la table un rapport circonstancié de la Banque mondiale accusant 17 d'entre eux d'avoir eu recours entre novembre 2007 et mars 2008 à des mesures protectionnistes.

En pratique, le protectionnisme ancien sous forme d'introduction de droits de douane élevés a perdu de son sens. Mais des formes nouvelles de protectionnisme sont possibles. Le protectionnisme de normes qui consiste à refuser la vente d'un bien dans un pays au prétexte de sa dangerosité. Ainsi, il ne faut pas oublier qu'à l'origine, la fusion Suez GDF en France avait été conçue comme un moyen astucieux d'interdire à l'électricien italien Enel de mener une OPA sur Suez.

On voit bien que les principes sont libre-échangistes et les pratiques, tendancieusement protectionnistes. Nul ne peut sortir vainqueur d'une guerre commerciale. Parce qu'il est vécu par certains comme une solution, le protectionnisme est devenu une menace.

### **Leçon 8 : En finir avec les guerres de monnaies**

Jean Marc Daniel revient sur l'histoire de la monnaie et des changes notamment en Angleterre. Il expose la théorie du triangle des incompatibilités de Mundell. Dans ce chapitre, il explique combien la monnaie est importante. En effet, l'arme protectionniste moderne la plus redoutable est probablement l'arme monétaire. Grâce aux manipulations de son taux de change, on peut modifier la compétitivité de son économie et donc la grille internationale des avantages comparatifs. Tout le monde a conscience des inconvénients des fluctuations brutales et incontrôlées des taux de change. Pour y mettre un terme on a créé des unions monétaires ou des accords de change. L'union Monétaire de référence sont les accords du Louvre, créés pour éviter la trop grande volatilité des taux de change des principales monnaies. Mais cet accord est resté lettre morte. Car quiconque menace le privilège du dollar se heurte à l'hostilité de Washington. L'enjeu des politiques économiques à venir est de trouver des modalités pour résoudre les problèmes de déséquilibres et qui évitent le protectionnisme, notamment monétaire. Le véritable enjeu est la stabilisation du cours des monnaies et la fin du privilège des États-Unis.